

Créer des universités durables au Canada, une utopie ?

Par Thomas Trudel-James

En avril 2021, l'Université de Montréal (UdeM) a publié son premier plan de développement durable. Assez technique, ce document d'une trentaine de pages a été lancé dans une étonnante discrétion pour ce qui est décrit comme la première étape d'une stratégie appelée à « poser les bases d'une véritable culture du développement durable au sens large [...] qui imprégnera tous les aspects de la mission universitaire et fera de notre établissement un modèle à suivre ». Inscrit dans la tendance actuelle des universités canadiennes, qui cherchent à donner une plus grande place au développement durable sur leur campus, ce plan vise aussi explicitement à rattraper le retard en planification stratégique. De par leurs tailles imposantes dans un pays aussi vaste et dispersé que le Canada, les universités exercent une influence majeure sur la société et ses valeurs. L'atteinte d'un développement durable est donc une cible, sinon une responsabilité, pour chaque université canadienne.

C'est dans ce contexte que le groupe de travail sur les changements climatiques de la Coalition canadienne en santé mondiale s'est posé la question : comment les universités canadiennes préparent-elles leur transition vers un monde plus vert et équitable ? Et la réponse apporte plus de doutes que d'émerveillement.

La bonne nouvelle : l'explosion des plans de développement durable

Le rayon de soleil principal est que, comme l'UdeM, une majorité des grandes universités ont adopté une politique et un plan de développement durable depuis 2017. Chaque année, les plans sont plus nombreux, plus variés, plus ambitieux. Sur les 30 universités analysées, 21 avaient un plan officiel et seuls 2 établissements de plus de 5000 étudiants n'avaient aucune politique environnementale. En 2022, il sera assez difficile de trouver une université qui n'a pas de plan en la matière. Le domaine est en ébullition et la planification pour un campus durable semble à première vue sur la voie rapide. Les doutes arrivent lorsque l'on se penche sur ces plans.

Premières fissures dans les stratégies : une rigueur questionable

Tous les plans sont structurés autour de plusieurs buts et initiatives avec quelques objectifs spécifiques. Si cela peut sembler intéressant à première vue, les objectifs ne sont que très rarement chiffrés, les buts ne sont pas associés à un bureau ou à une personne précise (il en revient au personnel de lire le plan et à trouver des idées) et aucune université n'a y associé de budget, même rudimentaire. Comment appliquer efficacement un plan, et surtout suivre ses progrès, sans un cadre stable et bien défini ?

Les fissures s'élargissent : une surveillance avec des œillères

Ce manque de rigueur dans la planification devient plus profond lorsque l'on aborde la surveillance des objectifs. Car très peu d'universités au Canada savent réellement ce qui se passe sur leur campus. La moitié des institutions ignorent la quantité de déchets qu'elles produisent et une fraction connaît les types de déchets rejetés. La plupart ont réalisé un inventaire récent de leurs émissions de gaz à effet de serre, mais un seul quart le font chaque année. Il est donc normal, dans ce contexte, qu'uniquement 4 universités sur les 21 concernées aient été en mesure de faire un suivi de leur dernier plan. Or sans information de qualité, il est impossible de bâtir un projet cohérent.

Les fondations mettent en péril le projet : des objectifs incohérents

Pour appuyer leur stratégie, de nombreuses universités l'accompagnent d'objectifs clairs tels que la réduction des gaz à effet de serre. En 2021, 13 universités sur les 30 analysées se sont engagées à devenir carboneutres dans les 30 prochaines années. Cela peut sembler attrayant mais, encore une fois, la situation se complique lorsqu'on la décortique. La définition de carboneutralité varie énormément selon les plans, allant de l'élimination totale de production de CO₂ au simple achat de crédit carbone. Il y a aussi des inconsistances majeures avec la sélection de l'année de référence ou le contexte légal régional. La véritable surprise de ces objectifs de réduction de CO₂ est que, malgré ce manque de rigueur, les ambitions restent modestes. Huit des douze plus grandes compagnies productrices de pétrole au monde ont en effet aussi promis la carboneutralité dans les 30 prochaines années, de même que de nombreux pays, incluant le Canada.

La santé et le développement durable : un partenariat sous-exploité

En ce qui concerne la santé, plusieurs plans de développement durable mentionnent son importance et donnent des exemples simples tels que fournir de la nourriture plus saine ou encourager le transport actif. Mais très peu de plans vont plus loin en soulignant le lien entre les actions environnementales plus larges et la santé, et ce, même si de nombreuses initiatives extraordinaires sont déjà en train d'être réalisées. Réduire les places de stationnement, par exemple, aide à la fois l'environnement et la qualité de l'air. Le verdissement soutient la biodiversité tout en réduisant les îlots de chaleur et en aidant la santé mentale. C'est d'autant plus dommage de ne pas voir une bonne intégration de la santé que de nombreuses études ont montré que lier environnement et santé est une combinaison gagnante pour obtenir une grande acceptabilité sociale.

Où se place le nouveau plan de développement durable de l'UdeM dans ce contexte ? Eh bien, il semble avoir repéré de nombreux problèmes mentionnés ci-dessus, sans pour autant y apporter de solutions concrètes. L'université affirme adopter une méthodologie robuste et objective qui sera capable de saisir un portrait juste de la situation et d'apporter des réponses adéquates grâce à une foule de thèmes et d'objectifs. Tous les détails sont cependant encore à être déterminés et seront présentés lors de la publication d'un autre plan dans quelques années. Les membres de la communauté universitaire n'ont d'ici là d'autre choix que d'espérer que l'institution approche le développement durable avec le sérieux et la rigueur d'un enjeu crucial. On retrouve cette situation dans de nombreuses universités, où il est clair que les communautés sont remplies de gens passionnés et ayant de bonnes idées, mais où la question se pose sur la volonté réelle de la direction de ces institutions ainsi que sur les ressources et sur le capital politique qu'elles sont prêtes à y dédier. Or, plus le temps passe et plus la réponse devient importante... et complexe à mettre en œuvre.